

CONSTITUTION
DU
CANTON DU VALAIS.

DU 3 AOUT 1839.



SION,
IMPRIMERIE DE A. ADVOCAT.

PA

17 089



12/2939

CONSTITUTION DU CANTON DU VALAIS,

DU 3 AOÛT 1839.

(Promulguée le 30 Août 1839.)

— 3 —
Au Nom du Cout-Puisant.

— 4 —
TITRE PREMIER.

Principes, dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Le Valais forme un Etat souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

ART. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; elle seule y a un culte public : la loi lui assure son appui.

ART. 3. Les droits du clergé, séculier et régulier, sont maintenus.

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



PA 17.089

ART. 4. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi, et selon les formes qu'elle prescrit.

ART. 5. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 6. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle prescrit.

ART. 7. La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 8. Chacun a le droit d'adresser des pétitions au Grand-Conseil et aux autres autorités constituées.

ART. 9. Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

ART. 10. Le Valaisan doit le service militaire à sa patrie : la loi en répartit les charge entre tous d'une manière équitable.

ART. 11. L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigue.

ART. 12. L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple.

TITRE II.

Division du Canton.

ART. 13. Le Canton est divisé en dixains. Les dixains sont composés de communes.

Un décret du Grand-Conseil fixe le nombre et la circonscription des dixains et des communes, et désigne les chefs-lieux.

ART. 14. Sion est le chef-lieu du Canton. Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'Appel du Canton y tiennent leurs séances.

TITRE III.

Etat politique des citoyens.

ART. 15. Sont citoyens valaisans :

1^o Les bourgeois ou communiens actuels d'une bourgeoisie ou commune du Canton.

2^o Ceux qui ont acquis la naturalisation.

ART. 16. Nul ne peut être reçu bourgeois ou communier avant d'avoir été naturalisé valaisan.

ART. 17. Les habitans perpétuels sont valaisans.

TITRE IV.

Pouvoirs publics.

ART. 18. Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire ;

Le pouvoir dixainal ;

Le pouvoir communal.

CHAPITRE PREMIER.

Pouvoir législatif.

ART. 19. Le pouvoir législatif est exercé par un Grand-Conseil.

Chaque dixain y envoie un député sur mille habitans ; la fraction de cinq cent un et au-dessus compte pour mille.

ART. 20. Le V. clergé a deux représentans au Grand-Conseil : l'un pour les dixains de Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches ; l'autre, pour ceux d'Hérens, Conthey, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey.

Le révérendissime Evêque de Sion représente le clergé de la partie du Canton dont il est originaire. Le clergé résidant dans l'autre partie élit son représentant au Grand-Conseil.

ART. 21. Les députés doivent voter, pour le bien général, d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 22. Les délibérations du Grand-Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présens forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 23. Le Grand-Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire, le troisième lundi de Mai, et le troisième lundi de Novembre.

Il se réunit en session extraordinaire, lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat.

ART. 24. Chaque session ordinaire est de quinze jours au plus. Sont exceptés les cas extraordinaires d'une gravité majeure.

ART. 25. Les séances du Grand-Conseil sont publiques. Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

ART. 26. Le Grand-Conseil nomme dans son sein, et pour toute la législature, son président, son vice-président, deux scrutateurs et deux secrétaires, dont l'un pour la langue française, et l'autre pour la langue allemande.

ART. 27. Le Grand-Conseil nomme, dans son sein, ou en dehors, les membres du Conseil d'Etat et du Tribunal d'Appel du Canton, et choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

Le président du Conseil d'Etat n'est pas immédiatement rééligible.

ART. 28. Deux Conseillers d'Etat seront choisis dans les dixains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre;

Deux seront nommés dans les dixains de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey; et un, dans ceux de Sion, Hérens et Conthey.

Il ne peut y avoir deux Conseillers d'Etat du même dixain.

ART. 29. La députation à la Diète se compose de deux

députés. Le Grand-Conseil les nomme à chaque session de Mai et se fait rendre compte de leur mission.

Il nomme aussi les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.

ART. 30. Trois membres du Tribunal d'Appel du Canton seront choisis dans les six dixains orientaux ; trois dans les quatre dixains occidentaux, et deux dans les dixains de Sion, Hérens et Conthey.

Le choix des trois autres membres sera libre, ainsi que celui des suppléans.

Le même dixain ne peut avoir plus de deux membres dans ce tribunal.

ART. 31. Le Grand-Conseil a les attributions suivantes :

1^o Il vérifie les pouvoirs de ses membres, et prononce sur la validité de leur élection ;

2^o Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;

3^o Il accorde la naturalisation ;

4^o Il exerce le droit de grâce ;

5^o Il fixe le budget de l'Etat, en examine et arrête les comptes ;

Ces comptes sont rendus publics.

6^o Il a le droit de battre monnaie et de tarifier les espèces ;

7^o Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales, et les emprunts pour le compte de l'Etat ;

- 8^o Il fait les concessions de mines et autorise leur transfert ;
- 9^o Il émet le vote de l'Etat dans les affaires fédérales et donne les instructions aux députés à la Diète ;
- 10^o Il conclut les traités avec les Cantons et avec les Etats étrangers sur les objets qui ne sont pas du ressort de la Diète fédérale ;
- 11^o Il pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartenait à l'ancienne Diète ;
- 12^o Il examine la gestion du Conseil d'Etat ;
- 13^o Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et la somme nécessaire pour les employés du Conseil d'Etat ;
- 14^o Il exerce la souveraineté en tout ce que la constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

ART. 32. Le Grand-Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à lui présenter un projet de loi ou de décret. Le Conseil d'Etat est tenu de présenter le projet demandé dans l'une des deux premières sessions ordinaires qui suivent cette invitation,

ART. 33. Les amendemens apportés par le Grand-Conseil à un projet de loi, seront communiqués au Conseil d'Etat. S'il y adhère, le projet amendé devient loi. S'il n'y adhère pas, le projet amendé est nécessairement représenté à la session suivante, et, si le Grand-Conseil persiste dans les mêmes amendemens, le projet amendé devient loi.

CHAPITRE II.

Pouvoir exécutif et administratif.

ART. 34. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de cinq membres.

ART. 35. Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

- 1^o Il présente les projets de loi ou de décret, et propose les instructions pour les députés à la Diète ;
- 2^o Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires ;
- 3^o Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public ;
- 4^o En cas de danger extérieur ou de troubles dans l'intérieur, il peut disposer de la force armée ; mais il doit immédiatement informer les présidents de dixain et les membres du Grand-Conseil des mesures qu'il aura prises, et, si les circonstances l'exigent, il convoquera le Grand-Conseil.
- 5^o Il entretient la correspondance avec les autorités fédérales, avec les Cantons et avec les Etats étrangers ;
- 6^o Il convoque le Grand-Conseil en session extraordinaire, quand il le juge nécessaire, ou sur la demande, écrite et motivée, de vingt députés ;
- 7^o Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agens, dont la constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité ;

8° Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration.

ART. 36. Le Conseil d'Etat rend annuellement compte de sa gestion.

Il peut requérir de toutes les autorités les renseignemens dont il a besoin pour son rapport.

Il se retire lorsque le Grand-Conseil examine sa gestion et ses comptes.

ART. 37. Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion. La loi règle tout ce qui concerne cette responsabilité.

ART. 38. Les Conseillers d'Etat ne peuvent être membres du Grand-Conseil. Ils prennent part à ses discussions ; mais ils n'y ont pas voix délibérative.

ART. 39. Le Conseil d'Etat est juge du contentieux de l'administration jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

Il doit, à peine de dommages-intérêts, prononcer dans quinze jours, dès l'appointement à jugement, pour les affaires électorales, et dans trente jours pour les autres questions au contentieux.

ART. 40. Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départemens.

Un règlement en fixe le nombre, en précise les attributions.

CHAPITRE III.

Pouvoir judiciaire.

ART. 41. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 42. Chaque commune peut avoir un juge sous le nom de châtelain, et un vice-châtelain.

Il y a, dans chaque dixain, un Tribunal au civil, au correctionnel et au criminel ;

Et pour le Canton, un Tribunal d'Appel du Canton.

ART. 43. Le Tribunal d'Appel du Canton est composé de onze membres ; il a cinq suppléans.

L'organisation et la compétence actuelles des tribunaux sont d'ailleurs maintenues jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

CHAPITRE IV.

Pouvoir dixainal.

ART. 44. Il y a, dans chaque dixain, un conseil qui règle les affaires du dixain, répartit les charges entre les communes, et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 45. Le conseil du dixain est composé des députés des communes en nombre proportionné à leur population.

ART. 46. Le conseil du dixain élit son chef dans son sein ou en dehors, sous le nom de président du dixain.

Il nomme aussi son vice-président et son secrétaire.

Le président du dixain voté comme chef du corps.

ART. 47. Le président du dixain correspond avec le Conseil d'Etat, et lui est subordonné pour tout ce qui concerne l'administration du dixain.

La loi détermine ses autres fonctions.

CHAPITRE V.

Pouvoir communal.

ART. 48. Il y a, dans chaque commune :

- 1^o Une assemblée primaire ;
- 2^o Un conseil général ;
- 3^o Un conseil communal.

ART. 49. L'assemblée primaire se compose :

- 1^o Des bourgeois ou communiers.
- 2^o Des citoyens valaisans, domiciliés dans la commune depuis cinq ans.

Cependant le nombre des non-bourgeois ou non-communiers ne peut jamais s'élever à plus du quart du nombre total des bourgeois ou communiers. Ainsi, dans une commune qui compterait quatre-vingts bourgeois habiles à voter, vingt non-bourgeois seraient admis à l'assemblée primaire.

S'il y a des surnuméraires, les non-bourgeois élisent eux-mêmes leurs représentants, sous la direction du conseil communal. Ceux qui n'auraient pas été admis à l'assemblée primaire du lieu de leur domicile, conservent le droit de voter dans celle de leur propre commune.

ART. 50. L'assemblée primaire exerce le référendum et fait les nominations qui lui sont attribuées.

ART. 51. Le conseil général se compose exclusivement des bourgeois ou communiers.

Il délibère sur l'aliénation ou l'hypothèque des biens

communs, sur la réception des bourgeois ou communiers, sur les procès en appel et sur le règlement concernant la jouissance des communaux.

Il nomme les membres du conseil communal et fait les autres nominations qui lui sont attribuées.

Il prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal.

Ces comptes sont rendus publics.

ART. 52. Le conseil communal se compose de trois membres au moins et de vingt-cinq au plus.

Ce conseil fait les réglemens de police locale, administre les biens communs et les caisses publiques, arrête les dépenses, répartit les charges, et propose au conseil général le règlement sur la jouissance des communaux.

L'organisation et les autres attributions de ce conseil sont déterminées par la loi.

TITRE V.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

ART. 53. Toute candidature est abolie pour les nominations aux fonctions civiles.

ART. 54. Les députés de chaque dixain au Grand-Conseil sont élus par un collège électoral.

Le collège électoral se compose des électeurs nommés par l'assemblée primaire de chaque commune, à raison d'un électeur sur cent habitans. La fraction de cinquante-un et au-dessus est comptée pour cent.

Le Grand-Conseil peut autoriser la formation de deux collèges électoraux dans le même dixain.

ART. 55. Le grand-châtelain, le vice-grand-châtelain et les membres du tribunal du dixain sont nommés par le collège électoral.

ART. 56. Les châtelains et les vice-châtelains sont nommés par les assemblées primaires.

ART. 57. Les députés au conseil de dixain sont élus par le conseil général.

ART. 58. La durée des fonctions publiques est fixée à deux ans.

Cette disposition ne préjuge pas l'organisation des conseils communaux qui est réservée à la loi.

ART. 59. Ne peuvent voter, ni être élus :

- 1^o Ceux qui sont habituellement à la charge du public, ou des établissemens de bienfaisance ;
- 2^o Ceux dont l'insolvabilité est constatée par jugement ou par acte de carence , à moins que cet état d'insolvabilité ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;
- 3^o Les interdits, les aliénés et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;
- 4^o Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie, ou qui ont été condamnés pour vol ou pour crime de faux ;
- 5^o Ceux qui, ayant le moyen d'acquitter la part virile

des dettes de leurs ascendants, en auraient répudié la succession.

La loi peut déterminer d'autres motifs d'exclusion, à titre de peine.

ART. 60. Le fonctionnaire qui tombe dans un des cas prévus à l'article 59, est par le fait déchu de ses fonctions.

ART. 61. Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec l'exercice des droits politiques.

ART. 62. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 63. Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 64. Pour être éligible à une fonction publique, il faut être habile à voter dans les assemblées primaires, et avoir vingt-cinq ans révolus.

ART. 65. Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un tribunal :

1^o Père et fils ;

2^o Beau-père et gendre ou beau-fils ;

3^o Frères, et frères consanguins ou utérins ;

4^o Beaux-frères ;

5^o Oncle et neveu.

ART. 66. Les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles, sauf ce qui est réglé à l'art. 20.

La loi statue sur les autres incompatibilités.

TITRE VI.

Dispositions additionnelles, mode de révision.

ART. 67. Les lois, les capitulations militaires et les décrets de finances ou de naturalisation, portés par le Grand-Conseil, ne sont exécutoires que trente jours après leur promulgation.

Dans cet intervalle, la majorité des citoyens valaisans peut les rejeter, si elle le juge convenable.

A cet effet, le président de la commune convoquera l'assemblée primaire pour le troisième dimanche après la publication; il devra dresser procès-verbal de la votation, et le transmettra au président du dixain.

ART. 68. Dans le cas du rejet d'une loi sur les finances, celle qui existe sera maintenue jusqu'à ce qu'une autre l'ait remplacée.

ART. 69. Les affaires qui intéressent le Valais comme canton suisse, et qui dérivent des rapports ou des obligations établis par le pacte fédéral, ne sont point soumises au référendum.

ART. 70. Il sera dressé, tous les dix ans, à compter de 1837 inclusivement, un recensement de la population du Canton, pour servir de base à la représentation des communes et des dixains.

ART. 71. A dater du 1^{er} Janvier 1840, le débit du sel aura lieu à 1 batz la livre.

ART. 72. Les lois, décrets, réglemens et arrêtés actuel-

lement existans, non contraires à la présente constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 73. La présente constitution ne pourra subir de changemens qu'après le laps de cinq ans, et dans le cas où ils seraient votés par la majorité absolue de la totalité des membres du Grand-Conseil.

Tout changement sera soumis à la sanction des citoyens valaisans.

Donné, en assemblée constituante, à Sion, le 3 Août 1839.

Le Président de l'Assemblée Constituante :

BARMAN, Doct. ès droits.

Les Secrétaires :

BONJEAN. GANIOZ.

